



## Autorisation de polluer

### L'UE supprime les règles d'autorisation et finance des infrastructures polluantes

11.05.2026

LOBBY DU GAZ

GROUPES DE PRESSION ET TACTIQUES

Notre nouveau rapport, « *Permission de polluer* », révèle comment la Commission européenne s'attaque de manière drastique aux règles d'autorisation des infrastructures énergétiques. Cette mesure s'inscrit dans un mouvement de déréglementation plus large, impulsé par certaines des industries les plus polluantes d'Europe. Bien que l'UE présente ce programme comme une « simplification » de la législation en la matière, il risque en réalité d'éroder les

protections sociales et environnementales chèrement acquises qui sous-tendent ces règles.

*Téléchargez le rapport complet [ici](#)*

Depuis le retour d'Ursula von der Leyen à la tête de la Commission européenne pour un second mandat, les règles d'autorisation font l'objet d'attaques incessantes de la part des géants de la tech, de l'industrie des énergies fossiles et des groupes de pression miniers. De plus, sous couvert de notions telles que « stratégique » ou « d'intérêt public supérieur », des projets nuisibles parviennent de plus en plus à contourner les procédures d'autorisation habituelles. Mais qui décide quels projets peuvent bénéficier de ce statut ?

Des documents obtenus par le PDG révèlent comment les principaux pollueurs ont exercé des pressions pour obtenir plus facilement des permis – et des subventions publiques – pour des projets d'infrastructures polluantes. Ils montrent comment la Commission européenne a activement invité les acteurs industriels à influencer son programme de déréglementation des permis. L'Europe risque non seulement de subir une pollution accrue, mais aussi de financer les pollueurs pour qu'ils la produisent.

Voici quelques-unes des principales demandes du secteur qui sont satisfaites :

- procédure d'autorisation accélérée pour les infrastructures industrielles et énergétiques, marginalisant la participation démocratique ;
- Des évaluations environnementales plus simples et plus rapides, donc moins de protection ;
- Des projets plus polluants classés comme « stratégiques » ou « d'intérêt public » et bénéficiant donc d'un traitement spécial dans les procédures d'autorisation, au-dessus des préoccupations environnementales ou sociales ;
- Les lois sur la protection de l'eau et de la nature ont été ouvertes à un affaiblissement.

*Faites défiler vers le bas pour consulter les principaux résultats*

Le rapport comprend **trois études de cas** illustrant les impacts potentiellement dévastateurs sur les populations et l'environnement.

- En Suède, les modes de vie autochtones sont détruits, des maisons sont perdues et l'eau est polluée au service d'un nouveau projet minier.
- Partout en Europe, les communautés pourraient être contraintes d'accepter de nouveaux pipelines de CO<sub>2</sub> qui présentent de graves risques pour la sécurité en cas de fuite, tout en prolongeant la dépendance aux combustibles fossiles.
- En Irlande, la demande croissante d'électricité liée aux nouveaux centres de données contribue à la hausse des prix de l'énergie et aux risques de coupures de courant, tandis que de nouvelles centrales à combustibles fossiles sont construites pour les alimenter.

***Lisez les études de cas complètes [ici](#), ou consultez les résumés ci-dessous.***

Cet article se poursuit après la bannière.



# Les principales conclusions du rapport sont les suivantes :

## **Les exigences de l'industrie sont intégrées à la nouvelle législation européenne :**

les mesures proposées dans ReSourceEU, la loi omnibus sur l'environnement, le paquet « Grids » et la loi sur l'accélération industrielle accéléreraient les projets, affaibliraient ou contourneraient les évaluations environnementales, élargiraient les autorisations tacites et restreindraient l'accès à la justice. Les secteurs et projets stratégiques – notamment l'exploitation minière, le gaz fossile, la capture, le transport et le stockage du CO<sub>2</sub>, l'hydrogène et les centres de données – seraient qualifiés d'« intérêt public » et bénéficieraient d'une procédure d'autorisation accélérée. D'autres concessions à la pression de l'industrie sont attendues dans le cadre de la prochaine loi sur le développement du cloud et de l'IA et de la proposition relative aux infrastructures de transport du CO<sub>2</sub>.

## **L'industrie se félicite des avancées de la déréglementation, mais en réclame davantage :**

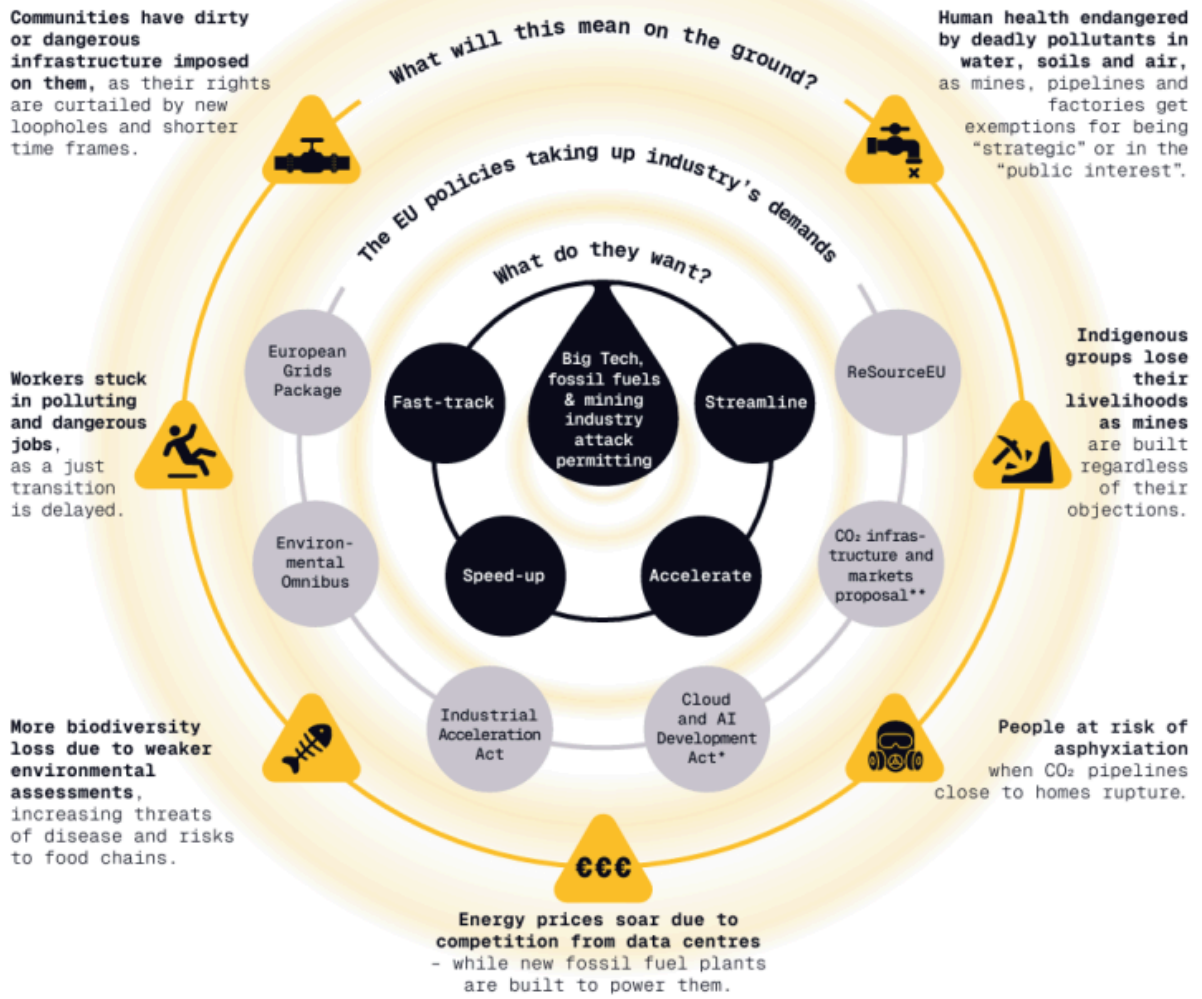
le lobby pétrolier et gazier IOGP a salué le projet de loi omnibus sur l'environnement et le paquet « Réseaux » pour avoir permis de « réaliser des progrès sur les demandes de longue date de l'industrie ». Les membres de BusinessEurope ont obtenu des exemptions d'évaluation d'impact environnemental pour les projets d'infrastructures d'hydrogène et de CO<sub>2</sub> dans le cadre de la loi sur l'accélération industrielle. IOGP et Euromines ont formé une « Coalition informelle sur les permis » afin de militer pour un vaste « projet de loi omnibus sur les permis » visant à affaiblir simultanément de nombreuses protections environnementales.

## **Influence sans précédent de l'industrie sur l'élaboration des politiques :**

Ursula von der Leyen a sollicité des conseils en matière de déréglementation directement auprès de la Table ronde européenne de l'industrie, s'est associée à des groupes de combustibles fossiles pour organiser des ateliers sur la manière de « rationaliser » les autorisations et s'est appuyée sur de nouveaux processus de consultation – dialogues de mise en œuvre et vérifications de la réalité – fortement dominés par l'industrie.

## **Financement public des industries polluantes :**

à leur demande, la Commission soutient également financièrement les industries polluantes par le biais de nouvelles mesures de « désensibilisation », d'une Banque de décarbonation industrielle, de règles assouplies en matière d'aides d'État et d'autres mécanismes de financement public.



**Les trois études de cas présentées dans « Permission to pollute » ne révèlent que quelques-unes des conséquences potentiellement désastreuses pour les populations et l'environnement d'une suppression des règles d'autorisation de l'UE :**

## 1. Nouvelles mines dans le nord de la Suède

EU fast tracks Swedish mining giant  
LKAB's violation of Indigenous rights



**Destruction du mode de vie autochtone :** la nouvelle mine de fer et de terres rares de Per Geijer, exploitée par la compagnie minière d'État LKAB, menace de mettre fin à la dernière transhumance saisonnière de la communauté autochtone sami de Gabna, qui élève des rennes. Lars-Marcus Kuhmunen, président de Gabna, explique : « Tout repose sur l'élevage de rennes. Si cette activité disparaît, la culture sami disparaîtra elle aussi. »

**Qualifié de stratégique :** Per Geijer fait partie des 47 projets de l'UE classés comme stratégiques au titre de la loi sur les matières premières critiques, qui limite la procédure d'autorisation à « 27 mois maximum », réduisant ainsi les évaluations environnementales et la consultation des collectivités. LKAB a exercé une influence considérable sur le processus, rencontrant des hauts responsables de la

Commission à six reprises au cours des trois mois précédant l'octroi du statut stratégique à Per Geijer.

**LKAB porte le combat jusqu'à l'UE :** Jan Moström, le directeur général récemment parti de LKAB, a également été président du puissant groupe de pression Euromines, qui a veillé à ce que le programme de déréglementation de l'industrie minière suédoise soit promu au niveau de l'UE, par exemple en créant la Coalition informelle pour les permis aux côtés du groupe de pression pétrolier et gazier IOGP.

**Déréglementation de l'eau :** En décembre 2025, l'UE a annoncé la réouverture de la directive-cadre sur l'eau afin d'encourager l'exploitation minière. La commissaire suédoise Jessica Roswall, chargée du droit de l'eau, a rencontré à plusieurs reprises les représentants de LKAB et d'Euromines, et s'est même rendue chez Per Geijer avec Moström lors d'un voyage d'étude en juin 2025, au cours duquel les difficultés liées aux autorisations ont été mises en avant.

**Contestation judiciaire :** Gabna a porté l'affaire devant les tribunaux contre Per Geijer, mais elle n'est pas la seule. Au Portugal, des groupes ont saisi la Cour de justice de l'Union européenne au sujet de la mine de lithium de Barroso, également qualifiée de « projet stratégique ». Il faut s'attendre à une résistance accrue.



Crédit photo : Pär Henrik Blind, Min Odđa Giron

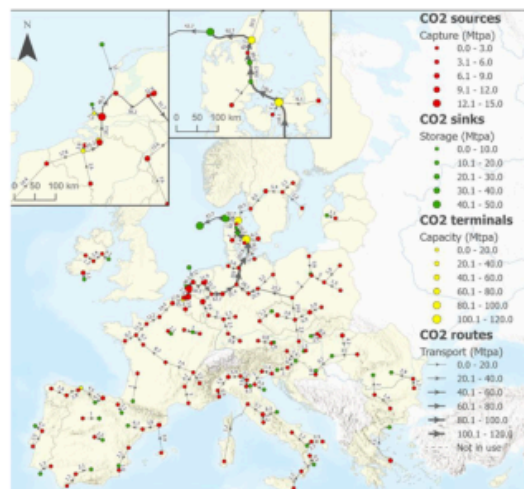
## 2. Les pipelines de CO<sub>2</sub> à travers l'Europe

Sacrifice zones and loopholes – risky CO<sub>2</sub> pipelines head for Europe

**What:**  
Proposed pipelines transporting high-pressure CO<sub>2</sub> across Europe.

**Who:**  
Fossil fuel industry (Eni, Snam, IOGP, et al).

**How do EU permitting rules come in?**  
CO<sub>2</sub> pipelines will benefit from new permitting loopholes introduced at the request of industry, and more are on the way.



**De nouveaux pipelines, construits en un temps record, pourraient s'avérer mortels :** les projets européens de gazoducs de CO<sub>2</sub> sont accélérés grâce à des failles dans les procédures d'autorisation. Or, comme l'ont montré les accidents survenus dans le comté de Yazoo, aux États-Unis, ils représentent un risque sanitaire majeur. Les fuites peuvent provoquer des asphyxies, des hospitalisations massives et des séquelles durables. Compte tenu de la densité de population beaucoup plus élevée en Europe, la rupture d'un pipeline pourrait même être fatale.

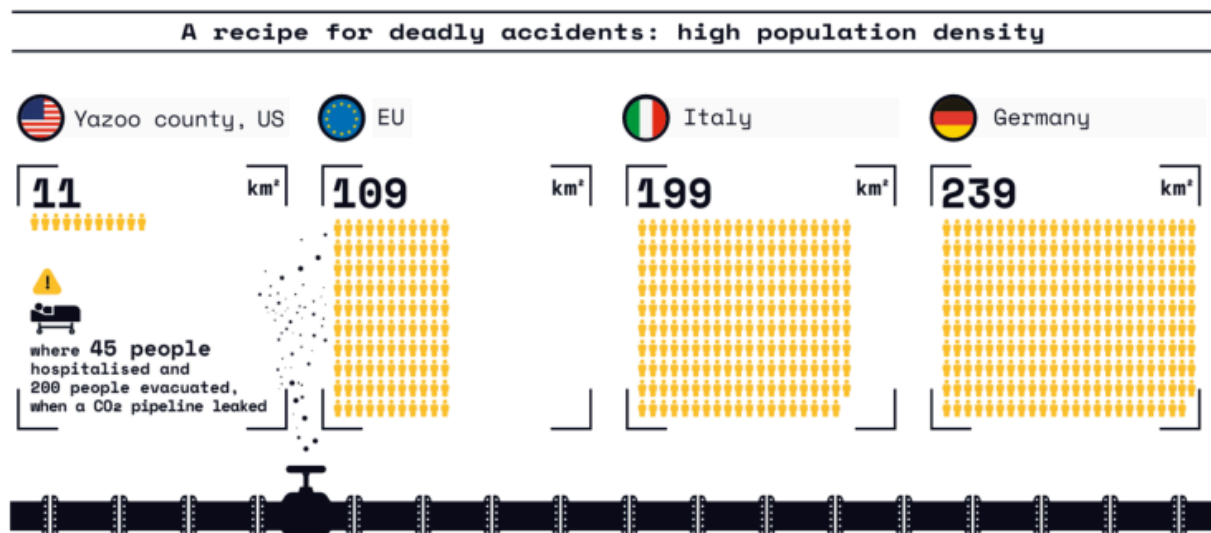
**Retards dans la sortie des combustibles fossiles :** les pipelines servent à justifier le maintien de l'utilisation du pétrole et du gaz, avec la promesse (irréaliste) que les émissions seront captées, transportées et stockées.

**L'Italie et l'Allemagne nourrissent des projets ambitieux :** l'UE prévoit la construction de 19 000 km de gazoducs pour l'émission de CO<sub>2</sub> d'ici 2050, pour un coût pouvant atteindre 23 milliards d'euros, notamment à travers certaines de ses régions les plus densément peuplées. L'Allemagne et l'Italie ont des projets tout

aussi ambitieux, et leurs dirigeants respectifs, Mertz et Meloni, appellent à une simplification des procédures d'autorisation. Dans les deux cas, ces projets se heurtent à une forte opposition.

**Les gazoducs de CO<sub>2</sub> en Italie :** Intégrés au projet controversé de captage et de stockage du carbone de Ravenne et soutenus par les géants gaziers Eni et Snam, ces gazoducs sont prévus à quelques mètres seulement des habitations. Un gazoduc de 100 km est programmé à travers des zones à haut risque sismique et inondable, ainsi que des sites à forte biodiversité et des habitats importants protégés par le réseau Natura 2000. Sa réalisation est accélérée et il est considéré comme d'intérêt public majeur grâce à son inscription sur la liste européenne des projets d'intérêt commun.

**L'industrie a obtenu gain de cause :** la Table ronde européenne de l'industrie (ERT) et BusinessEurope ont toutes deux milité pour la suppression de certaines lacunes réglementaires concernant les infrastructures de CO<sub>2</sub>. L'ERT a également plaidé pour la mise en place d'un réseau de pipelines de CO<sub>2</sub> à travers l'Europe, une mesure qui devrait être intégrée à la future loi sur les infrastructures et les marchés du CO<sub>2</sub>, également soutenue par des acteurs tels que le groupe pétrolier et gazier IOGP.



### 3. Centres de données en Irlande

#### Removing protections against data centre build-out – a warning from Ireland

**What:**  
Energy intensive data centres - or 'AI factories' - are causing big problems in Ireland... but the plan is to build three times as many across the EU within five to seven years.

**Who:**  
Big Tech companies (Microsoft, Google, Amazon) - often backed by the Trump administration - and industry lobby groups (EU Data Centre Association, Digital Europe, CCIA).

**How do EU permitting rules come in?**  
EU nature protection laws that form part of permitting procedures can be a barrier for data centre developments. Even when governments ignore them, EU rules can provide important legal recourse via courts. But new permitting loopholes are removing this check on big polluters.



**Projets d'expansion ambitieux :** Le plan de la Commission, façonné par les géants de la tech, vise à tripler le nombre de centres de données en Europe d'ici cinq à sept ans. Cette expansion entraînera une hausse des émissions de gaz à effet de serre, une pénurie d'eau et une augmentation des factures énergétiques, tout en assurant la survie de l'industrie des énergies fossiles grâce à la construction de nouvelles infrastructures gazières destinées à alimenter ces centres. Du fait de la forte présence de ces entreprises technologiques en Irlande, le pays se trouve en première ligne en Europe face à la croissance exponentielle de ces « usines à IA ».

**Les factures des ménages subventionnent les centres de données :** l'Irlande affiche les deuxièmes prix de l'électricité les plus élevés d'Europe pour les ménages, mais les opérateurs de centres de données ne paient que la moitié de ce que paient les particuliers, et cette inégalité devrait s'aggraver. Alors que les factures des ménages devraient augmenter de 8 à 21 % au cours des cinq prochaines années, les prix des centres de données devraient baisser de 14 %.

**Forte demande en électricité et recours accru aux énergies fossiles :** de vastes campus regroupant des dizaines de centres de données ont été construits en périphérie de Dublin, consommant jusqu'à 50 % de la demande en électricité de la ville. Face aux pénuries d'électricité, ces campus, comme celui de Microsoft à Grange Castle, seront de plus en plus alimentés par des énergies fossiles.

**Le gouvernement irlandais soutient les géants de la tech :** dès 2017, il a tenté de contourner l'approbation des autorités locales en proposant de qualifier les centres de données d'infrastructures « stratégiques », ce qui aurait limité les possibilités de recours et accéléré les procédures d'autorisation. Il investit également massivement dans de nouvelles infrastructures de GNL pour répondre à la demande croissante d'électricité, compromettant ainsi les objectifs climatiques du pays.

**Le lobbying des géants de la tech porte ses fruits en Irlande :** les géants de la tech ont déjà fait annuler un moratoire de facto sur les nouveaux centres de données à Dublin, instauré par le régulateur irlandais de l'énergie, et ont depuis vu le gouvernement irlandais mettre en place une politique favorable aux centres de données, appelée LEAP.

**Les géants de la tech s'attaquent à la législation européenne :** les projets de centres de données récemment approuvés pourraient ne pas être conformes à plusieurs lois de l'UE faisant partie de son système d'autorisation, ce qui explique pourquoi ils sont désormais la cible d'un lobbying intense de la part des géants de la tech. Mais au lieu de s'y opposer, l'UE a fait preuve d'une grande ouverture, en invitant des organisations du secteur technologique comme Digital Europe et la CCIA à un événement spécial réunissant les parties prenantes sur la loi omnibus relative à l'environnement, ce qui a notamment permis d'accélérer les évaluations environnementales.

**Les géants de la tech ciblent les autorisations :** des documents de lobbying révèlent qu'ils souhaitent accélérer les procédures d'autorisation, minimiser leurs obligations environnementales et climatiques et restreindre la capacité des collectivités locales à s'opposer à leurs projets. Google souhaite que la Commission européenne limite le droit de contester les permis de centres de données aux seuls habitants résidant dans un rayon de 50 mètres.



*Découvrez l'intégralité des études de cas et bien plus encore dans notre dernier rapport intitulé « Autorisation de polluer : l'UE supprime les règles d'autorisation et finance des infrastructures polluantes ».*

---

## Articles connexes

12.03.2026

[Surveillance de la déréglementation](#)

01.04.2026

[Voilà à quoi ressemble la capture d'entreprise !](#)

12.05.2026

[La déréglementation de l'UE autorise l'industrie à polluer](#)

---

## Téléchargements

 [PDG - Autorisation de polluer\\_web.pdf](#)

# Aidez-nous à rester indépendants

Nous sommes une petite équipe qui travaille en toute indépendance des financements des

institutions et entreprises de l'UE.

Chaque don, même le plus petit, nous aide à lutter contre l'emprise des grandes entreprises sur l'UE.

[Faire un don](#)